



# Communiqué de presse

## Choc des annonces vs poids du réel

### épisode 2

---

Lors du Comité social d'administration ministériel, Gabriel Attal a présenté les mesures pour la rentrée 2024 et annoncé un nouveau schéma d'emplois. Preuve de son poids politique ? Preuve surtout que le gouvernement est déterminé à faire avancer son projet pour l'École, un projet contesté par la FSU tant il tourne le dos à l'ambition d'une École émancipatrice pour toutes et tous.

Dans le premier degré, les suppressions d'emplois sont ramenées à 650, au lieu des 1 709 prévues dans le PLF 2024. La baisse démographique – qui ne prévoit que moins 1,08% des effectifs globaux – demeure un levier pour justifier de nombreuses fermetures de classes qui se feront dans certains départements. Si le ministre dit entendre en partie les alertes sociales sur les conditions de travail, ces suppressions d'emplois ne permettront pas d'envisager leur amélioration à la rentrée 2024 notamment en termes de moyens de remplacement.

Dans le second degré, le choc des savoirs se traduit par moins de lycée pro et des conditions de travail encore dégradées puisque le ministère prévoit une baisse du taux d'encadrement.

Le ministre annonce le déploiement de 2330 emplois pour mettre en place les groupes de niveaux, symbole de cette École du tri social qu'il porte contre l'avis d'une majorité des organisations syndicales représentatives, dont la FSU. Cette évaluation nous semble largement sous-estimée, ce qui réduira d'autant la capacité à faire vivre les dispositifs à l'initiative des équipes des collègues.

Une bonne partie de ces moyens, 1500 emplois, sont du redéploiement de l'heure de soutien/approfondissement qui existe actuellement en 6ème et qui a été financée par la suppression de la technologie sur laquelle le ministre ne revient pas. Quant aux nouveaux emplois créés (830), rien n'est dit de leur financement et surtout de la capacité du ministère à y affecter des professeurs titulaires, alors que la crise de recrutement perdure. Des moyens pour les lubies ministérielles, tout un programme ! Et pendant ce temps-là, la question des effectifs dans les classes, sur tous les niveaux, n'est pas traitée...

Malgré la volonté affichée d'avoir un engagement fort sur la prévention des violences faites aux enfants et des violences sexuelles et sexistes ou encore de lutter contre les inégalités sociales à l'école, aucun moyen supplémentaire n'est créé pour le service social en faveur des élèves dont les effectifs sont pourtant déjà notoirement insuffisants...

Pour les personnels administratifs et les ingénieurs et personnels techniques, de recherche et de formation (ITRF) des établissements scolaires et des rectorats, la sous administration est chronique et ces personnels sont confrontés à une augmentation significative de leur charge de travail entre nouvelles applications (Op@le, RenoirH...) et missions RH en augmentation. Aucun emploi en renfort n'est pourtant prévu pour ces missions-là en 2024.

Tout cela n'est ni raisonnable ni acceptable !

Derrière des annonces au premier abord positives, le ministre avance sur un projet politique contesté pendant que les personnels continuent de vivre un quotidien bien pesant : classes aux effectifs surchargés, professeurs non remplacés, revalorisation salariale insuffisante...

**La FSU s'engage à préparer et réussir la grève du 1<sup>er</sup> février :  
salaires, conditions de travail, Gabriel Attal doit entendre les réalités de terrain !**

Bagnolet, le 22 décembre 2023